

Mohamed Rukara : "J'ai demandé aux opposants de rentrer d'exil"

Jeune Afrique, 24/12/2011 Par Tshitenge Lubabu M.K. Elu il y a un an médiateur de la République du Burundi, Mohamed Rukara député proche du président Pierre Nkurunziza, est convaincu que le dialogue est la seule solution. Jeudi 24 novembre, en fin d'après-midi, Mohamed Rukara arrive au siège de Jeune Afrique. À Bujumbura, on le dit discret, avare de paroles. À Paris, il est comme un poisson dans l'eau. À 56 ans, robuste, l'ombudsman burundais se montre même disert. Il revient du Luxembourg, où il a participé au 7e congrès mondial de l'Association des ombudsmans et médiateurs de la francophonie (AOMF).

Dans la capitale française, il a rencontré le ministre de la Coopération, Henri de Raincourt, des responsables de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et son homologue français, Dominique Baudis. À Bruxelles, il s'est entretenu avec le président de l'Assemblée nationale belge. Pourquoi tous ces voyages? « Pour être indépendant bien fonctionner, le médiateur de la République doit disposer d'un budget autonome. J'ai besoin du soutien de tous partenaires », répond Mohamed Rukara. C'est en novembre 2010 que Mohamed Rukara, alors sénateur, est élu médiateur de la République. Proche du président Pierre Nkurunziza, Rukara est membre du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir). Formé en Arabie saoudite, a vécu au Costa Rica et en Tanzanie, présente le journal en swahili de la radio nationale et enseigne à l'université Burundi. Entrepreneur prospère, il est notamment propriétaire d'une chaîne de radio et de télévision (Salama). Le médiateur de la République, qui a pris ses fonctions en février dernier, doit régler les litiges entre les citoyens et l'État peut aussi mener des médiations en cas de désaccord entre le pouvoir et l'opposition et veiller au bon fonctionnement des institutions. « Ce travail demande de l'engagement et de la neutralité. Si vous n'êtes pas en mesure de résoudre les problèmes, vous risquez de devenir vous-même le problème », estime Mohamed Rukara. Grand défi relever : la corruption. Les gens veulent s'enrichir facilement. « Depuis le boycott de la présidentielle de juin 2010 et l'exil des principaux opposants, beaucoup craignent la reprise de la rébellion. Dans ce contexte tendu, la fonction de Rukara est utile : il devrait être une sorte de rempart contre le risque d'instauration d'un monopartisme de fait », analyse A Kaburahe, directeur de publication du journal Iwacu, à Bujumbura. Rukara affirme avoir contacté de manière informelle certains des leaders en exil. « Ce sont mes amis, pour la plupart, affirme-t-il. Léonard Nyangoma, par exemple. Alexis Sinduhije a été mon étudiant à l'université nationale. J'ai demandé à ceux que j'ai contactés de rentrer leur rôle. Ceux qui craignent pour leur sécurité n'ont qu'à écrire officiellement : je saisirai les autorités leur donner des garanties. » Pierre Nkurunziza, avec lequel il a beaucoup changé, partagerait cette vision. « Qu'ils reviennent dialoguer afin de corriger ce qui ne va pas. Même s'ils ne craignent pas, ils doivent rentrer ne leur interdit l'accès à leur propre pays », insiste Rukara, qui ne croit pas à une nouvelle rébellion « parce que personne n'aura de base arrière, d'autant que le Burundi est membre de la Communauté est-africaine ». À ceux reprochant sa proximité avec Nkurunziza, Mohamed Rukara rétorque qu'il a la chance de travailler avec un président proche du peuple. En reconnaissant que le grand problème du Burundi reste la pauvreté, il évoque sa propre enfance difficile à Buyenzi, un quartier d'habitat de Bujumbura. Depuis, et Rukara en est fier, il a fait du chemin.